

Département du Nord Arrondissement de Valenciennes

COMMUNE DE DENAIN

Arrêté refusant un Permis de construire pour une maison individuelle et/ou ses annexes

Délivré par le Maire au nom de la commune

Description de la demande		Caractéristiques du dossier
Dossier déposé le	09/09/2025	N° PC 059172 25 C0027
Avis de dépôt affiché le	09/09/20258	Référence
Dossier complété le	22/09/2025	cadastrale : BI269
Par	Monsieur Yousaf IKRAM	
Demeurant	14 Rue des Bateliers 59220 Denain	
Pour	Construction d'une extension à la maison existante à l'arrière avec abri voitures. Démolition des dépendances à l'arrière.	
Sur un terrain sis	134 Rue Louis Petit, 59220 DENAIN	* Éléments déclaratifs fournis au dossier

Le maire de DENAIN,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal approuvé le 18/01/2021, modifié le 18/10/2021 et le 16/12/2024,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 18 octobre 2007 instaurant l'obligation de demander l'autorisation de permis de démolir

Vu la demande de PC 059172 25 C0027 susvisée,

Vu l'attestation de prise en compte des performances énergétiques et environnementales prévue par les articles R.111-20-8-D du Code de la Construction et de l'Habitation et R.431-16 j) du Code de l'Urbanisme, en date du 04/09/2025,

Considérant que le projet consiste en la construction d'une extension à la maison existante à l'arrière avec un abri voitures pour la création de deux places de stationnement au 134 rue Louis Petit à Denain,

Considérant que selon l'article 13. I. de la section 3 des dispositions applicables à toutes les zones du règlement du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal « La largeur minimale des accès aux parcelles ne doit pas être inférieure à 3,5 mètres. Les caractéristiques des accès doivent toujours être assujettis à l'avis du gestionnaire de la voirie concernée. »,

Considérant que la place de stationnement dans le porche ne pourra plus être considéré comme une place de stationnement si celui-ci sert de passage pour l'accès à la parcelle pour les deux places de stationnement créées,

Considérant que le porche qui servira d'accès aux deux places de stationnement créées sur la parcelle n'a pas une largeur suffisante pour répondre aux dispositions du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal repris ci-dessus,

Considérant que selon l'annexe du règlement du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal dans la partie 9.1 Lexique, la définition d'extension est reprise comme suit « L'extension consiste en un agrandissement de la construction existante présentant des dimensions inférieures à celle-ci. L'extension peut être horizontale ou verticale (par surélévation, excavation ou agrandissement), et doit présenter un lien physique et fonctionnel avec la construction existante. »

Considérant que le projet d'abri de voitures se situe entre l'habitation existante et l'extension projetée,

Considérant que l'extension n'a donc pas de lien physique et fonctionnel avec la construction existante et ne peut donc pas être considéré comme une extension mais une nouvelle construction,

Considérant que la surface de plancher de l'extension projetée est plus importante que la surface de plancher existante de l'habitation et que de ce fait le projet ne peut donc pas être considéré comme une extension mais une nouvelle construction.

ARRÊTE

Article unique : L'autorisation faisant l'objet de la demande susvisée est refusée.

Fait à DENAIN

Le

1 7 NOV. 2025

Le Maire,

Anne-Lise DUFOUR-TONINI

Paratication du Maire

Jean-Pières CRASNAULT

Adjoint au Maire

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS À LIRE ATTENTIVEMENT

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS OU DE RETRAIT

Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est détivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la date de notification de l'autorisation d'urbanisme. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

